

MONNAIE ET FINANCE DANS L'UNION EUROPEENNE

| | | | | | | |
|------|----------------------|-----------------|---------------|--------------------|--------------|----|
| Euro | Traité de Maastricht | PNB 1999 - 2021 | Inflation BCE | Inflation Eurostat | PNB Déflatés | M3 |
|------|----------------------|-----------------|---------------|--------------------|--------------|----|



BIENVENUE DANS LE MONDE DE LA BCE ET DE LA BRI !

Le Bilan (catastrophique) de l'Euro 1999 - 2021 par Zone Monétaire et par Pays

Page 1 sur 20

Le Bilan de l'Euro 1998 – 2021 (et celui de la BRI)...

Table des matières

I. LE BILAN DE L'EURO 1999 – 2021

| | | |
|----------------------------------|------------------------------|--------------------------|
| | 3 | |
| A. | UTILITE | D'UN |
| BILAN | | 3 a) |
| Préambule | | |
| L'Eurogroupe | : un Problème Institutionnel | 3 b) Grave |
| | 3 | |
| B. | LE BILAN DE LA BRI. | 4 a) Une Histoire |
| Sulfureuse | | 4 b) La |
| BRI fut d'emblée une Association | | Malsaine. |

5 c) Un Syndicat de Banquiers
Personnages-clés de la BRI des années 1975 - 2023
5 d) Les
6

II. METHODES HABITUELLES POUR « FAIRE UN BILAN ».

7

A. PREMIERE METHODE : LA CROISSANCE DU PNB
7 a) Croissance en %
7 b) Croissance en Valeurs Courantes
7 c) PNB en Valeurs Courantes UE - Etats-Unis 1995 - 2019 7

B. DEUXIEME METHODE : LES PNB DEFLATES
8 a) Calcul de l'Inflation par la BCE
8 b) Tromperie Evidente
: Confirmation par EUROSTAT.
9 c) Résultats des PNB Déflatés 1998 – 2022 : BCE et EUROSTAT 10

C. TROISIEME METHODE : PNB VERSUS MASSE MONETAIRE
M3 11 a) Explosion de la Masse Monétaire
11 b) Création Nette de Richesse en Zone Euro 1998 - 2022 11
c) Pourquoi donc autant de liquidités ?
12 d) Pourquoi les PNB « réels » ne progressent plus ?
12 e) Conséquences 12

III. NOTRE METHODE : LE BON

SENS. 13

A. PATRIMOINE FINANCIER NET ET REVENUS NETS
13 a) Exemple.
13 b) Les Risques sont Enormes.
13 c) Le Raisonnement Marginal
13

B. APPAUVRISSEMENT DE LA ZONE EURO
14 a) Vue d'Ensemble
14 b) « Les Gagnants »
15 c) Les Grands Perdants
16 d) Entrée de la Croatie en 2022 : Bienvenue au « Paradis de l'Euro » 17

C. CONCLUSIONS
18 a) Résumé
18 b) Ce Système des Nouvelles Libertés est Fragile.
19

IV. GRAPHIQUES

20 V.

ILLUSTRATIONS

20

Le Bilan de l'Euro 1998 – 2021 (et celui de la BRI)...

I. LE BILAN DE L'EURO 1999 – 2021

A. UTILITE D'UN BILAN

a) PREAMBULE

Le **Traité de Maastricht** a été signé en 1992, et il a de suite permis à la Haute Finance de créer l'**Institut Monétaire Européen** en 1994, l'ancêtre du **Système Européen des Banques Centrales** (SEBC) qui est aujourd'hui chapeauté par la **Banque Centrale Européenne** (BCE).

Ce traité avait été entièrement rédigé par la Banque des Règlements Internationaux : sa simple lecture le démontre à souhait.

Depuis lors, le **Conseil Européen** exerce le pouvoir législatif dans tous les domaines : c'est lui qui prépare les décrets et les lois qui sont transmises à la **Commission**. Dans les domaines économiques, monétaires et financiers, l'**Ecofin** est l'instance du Conseil qui valide les grandes décisions de politique économique, les questions fiscales, les règles de fonctionnement des marchés financiers et des mouvements de capitaux, et les relations économiques avec les pays qui ne font pas partie de l'UE. Elle entérine également les budgets de l'UE.

Illustration 1: Photo de classe 2023 de Mme LAGARDE (EUROGROUPE : ministres des finances)



Mais, dans la réalité, l'**Eurogroupe** ⁽¹⁾ est le maître en plus de domaines non délégués par « les traités », le **Conseil Européen et l'Eurogroupe** peuvent intervenir s'ils veulent influencer ou corriger les textes préparés par la Commission Européenne avant d'être proposés au vote parlementaire.

Pour les grandes décisions concernant l'euro, le vote du **Parlement Européen** n'est absolument pas prévu. Bien au contraire, ce dernier ne peut même pas donner son avis ni bien sûr critiquer les décisions de la BCE concernant :

- les politiques conventionnelles ou non-conventionnelles ;
- les statuts des institutions de sauvetage (FESF, MES) qui puisent dans les budgets des Etats-Membres ;
- et la création de l'euro numérique qui va également puiser dans nos budgets.

Le Parlement n'a donc strictement aucun autre pouvoir, sauf celui de voter **les lois et décrets préparés par la BRI**.

Mieux, le Conseil peut décider qu'une loi ou modification de traité n'est pas nécessaire pour gérer les nouvelles instances créées : donc, personne ne peut saisir la **Cour de Justice Européenne** pour contester ces décisions. **Autrement dit, depuis le Traité de Maastricht, « la Finance » est systématiquement consultée dans tous les domaines et, en même temps, elle s'est affranchie totalement du Pouvoir des Peuples.**

Ses avis s'imposent de facto à la Commission Européenne, et donc au Parlement Européen, puis bien sûr à tous les parlements nationaux qui transcrivent ces lois et décrets européens dans leur propre législation. **b) L'EUROGROUPE : UN PROBLEME INSTITUTIONNEL GRAVE**

La Finance intervient tout le temps dans tous les domaines ; par contre, personne ne peut participer aux décisions de la Banque Centrale Européenne qui s'est déclarée « indépendante » dès sa création officielle le 1^o juin 1998 (en fait depuis le Traité de Maastricht).

d'œuvre des projets de la Haute Finance au sein du Conseil (chefs d'état et de gouvernements). L'Eurogroupe valide simplement les décisions prises par la BRI, le maître d'ouvrage.

Dans ce système de gouvernance de l'Union Européenne, la **Commission** n'exerce qu'un rôle de facteur car son rôle est d'insérer les lois et décrets dans le calendrier du **Parlement Européen** pour les faire valider, et donc pour leur donner une existence juridique de façon formelle. Pour les autres décisions sur le marché intérieur, les régulations sur les produits et services, la protection du consommateur, l'établissement des statistiques et de plus en plus de

En réalité, elle est bien « *indépendante des peuples et de leurs représentants* » ; par contre, elle ne conteste pas sa dépendance vis-à-vis des banques commerciales puisque celles-ci, depuis le Traité de Maastricht, ne sont plus des « banques » mais des « *Institutions Financières Monétaires* » (IFM).

Autrement dit, elles sont d'un rang équivalent à la BCE, au point que les statistiques officielles de la BCE présentent des situations agrégées et consolidées de leurs activités respectives.

¹ Christine LAGARDE (BCE) est toute rayonnante de présenter « sa » classe d'école 2023 ; Pascal DONOHOE (Irlande) en est le président ; Bruno Le Maire – France, conscient de l'impact négatif de cette photo pour sa prochaine candidature à l'élection présidentielle en 2027, est absent de la photo.

Page 3 sur 20

Le Bilan de l'Euro 1998 – 2021 (et celui de la BRI)...

Le Conseil Européen (chefs d'état, et premiers ministres) a créé l'Eurogroupe en décembre 1997. Ce fut un changement capital pour la gouvernance de l'Union Européenne car cette instance, non prévue dans le Traité de Maastricht, réunit mensuellement les Ministres des Finances des Etats-Membres de l'Union Européenne en présence de la BCE et de la Commission Européenne.

Le 4 juin 1998, l'**Eurogroupe** a été officialisé à la suite de l'adoption de l'Union Economique et Monétaire (UEM) lors de l'organisation d'une première réunion en grande pompe au château de Senningen (Luxembourg). **Par contre, il a fallu attendre la réforme du Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne en 2009 pour en connaître l'existence officielle.**

C'est l'article 137 du TFUE qui introduit la désignation « Eurogroupe » et qui en qualifie les contours en lui donnant les pleins pouvoirs pour fixer « *la politique monétaire commune* », sans jamais établir aucun compte-rendu puisque cet article 137 précise bien que : « *ils se réunissent de façon informelle* ».

Tous les ministres des finances de l'Union Européenne participent à l'Eurogroupe mais seuls les membres de la Zone Euro sont admis à voter les décisions prises concernant l'euro ; la plupart des décisions du Conseil sont prises à la majorité qualifiée ⁽²⁾. En réalité, l'Eurogroupe est télécommandé par la Banque des Règlements Internationaux (BRI) qui elle-même est dirigée par les représentants des banques commerciales les plus importantes. Ce sont elles qui imposent la nomination de « personnes compétentes » dans le domaine bancaire pour prendre la tête des banques centrales nationales. Avec la validation de l'**Union Bancaire**, tous les pouvoirs de création et de répartition de « la monnaie » reviendront de droit au TOP-50 de la finance européenne : nec plus ultra, les « spécialistes » sont adeptes de la **Théorie Monétaire Moderne** qui préconise la création de plus en plus de liquidités.

Ils sont donc « les maîtres du robinet », de la production à la distribution des liquidités entre « gens de bonne compagnie ». **Le système est mafieux.**

En effet, avec l'euro-crypto, ils pourront augmenter les volumes en présentant « la facture » aux peuples après avoir « activé » les garanties automatiques de l'UE.

Version Française : <https://www.alter-europa.com/fr/livres-collection/>

B. LE BILAN DE LA BRI.

a) UNE HISTOIRE SULFUREUSE

La BRI fut créée le 17 mai 1930 par huit banques centrales.

Le but était de faire gérer, par les banques centrales impliquées, les réparations de guerre qui avaient été décidées au Traité de Versailles (1919).

Sur le seul plan financier, l'Allemagne fut condamnée à payer des réparations à hauteur de 132 milliards de marks or, soit l'équivalent de 47.312 tonnes d'or.

- Pour mémoire, la France avait dû payer à la Prusse – sous contrainte – la somme de 5 milliards de franc-or : un milliard en 1871, plus 0,5 milliard en 1872 et le tout soldé en mars 1874 avec un taux d'intérêt de 5 %, ce qui portait la dette à 5,3 milliards.
- Cette somme correspondant à **16.125 tonnes d'or** : une dette que les Français ont entièrement payée. Les Prussiens ont exigé en plus la prise en charge totale de leur armée pléthorique pendant trois ans après avoir fait main basse sur l'Alsace et la Lorraine.
- Ces réparations ont représenté 30% du Revenu National de 1872 (19 milliards) et 230% du Budget Public en 1872 (2,3 milliards) et elles ont porté la Dette Publique de ±55% en 1871 à ±80% après trois emprunts obligataires émis par la BdF (1,530 Md ; 2,225 Md et 3,5 Md), soit au total 7,255 milliards de franc-or). Les dégâts sur le sol français furent estimés à plus de 3 milliards de franc-or, et bien sûr pris en charge par l'Etat français.

La guerre de 1914 – 1918 avait bien sûr occasionné des dégâts considérables aux pays victimes, en pertes matérielles et en pertes humaines : beaucoup plus que les pertes subies par la Prusse durant la guerre de 1870. Sur

le plan strictement financier, l'Allemagne aurait pu payer ses réparations de guerre mais elle a adopté une stratégie piège pour ne pas les payer.

- Avant tout réaménagement, la Dette Publique de l'Allemagne avait même baissé : de 32,8 milliards de marks or en 1913 (63% de son PNB en 1913) à 25,2 milliards en 1920 (48% de son PNB).
- A titre de comparaison en 1920, la Dette de la France était passée de 33.637 milliards (67% de son PNB) à 66.953 milliards (135% de son PNB).
Celle de l'Angleterre était passée de 711 milliards de livres (33% de son PNB) à 3.160 milliards (67% de son PNB).

² Pour les autres grandes décisions de l'UE, il faut l'unanimité : révision des traités, harmonisation sociale et fiscale,

Page 4 sur 20

Le Bilan de l'Euro 1998 – 2021 (et celui de la BRI)...

- Après l'émission d'obligations, toutes souscrites par les banques alliées, divers emprunts ont été émis (52 milliards et 82 milliards), la dette publique est rapidement montée à 77,2 milliards (147% du PNB), puis à 157,2 milliards (299% du PNB).
- **Or, justement, c'est le dernier emprunt de 80 milliards qui a permis à l'Allemagne de créer une hyperinflation à partir de 1923.**
C'était la faute des banques commerciales, attirées par des rendements élevés, et la conséquence en a été claire : grâce à cet emprunt « international », l'Allemagne avait transféré le poids des réparations de guerre sur les banques créditrices dont les échéances fondaient comme neige au soleil.

La suite est plus facile à comprendre. Les banques commerciales ont reporté leurs problèmes sur leurs banques centrales : la BRI allait voir le jour.

Le résultat de ces âpres discussions peut être résumé rapidement.

- L'Allemagne n'a payé que 15,6% du total affiché à Versailles.
- En intégrant, le remboursement partiel du dernier emprunt ($\pm 42\%$) elle aurait finalement remboursé ± 85 Md€, soit $\pm 39\%$ de son PNB de 1913 en étalant sa dette privée (vis-à-vis des banques commerciales) sur une durée de 14 ans.

<https://www.les-crises.fr/wp-content/uploads/2015/09/albrecht-ritschl-les-reparations-allemandes-1920-1933.pdf>

Tout le reste est passé dans les finances publiques des pays-victimes par le biais d'un renflouement des banques commerciales alliées, encouragé par les Américains.

<http://www.jstor.org/stable/4545835>

Par contre, cette stratégie allemande de l'hyper-inflation fut la cause première de l'arrivée de HITLER au pouvoir, et d'une deuxième guerre encore plus meurtrière dont l'Allemagne a encore évité le paiement des réparations.

Cela n'a jamais empêché les autorités allemandes d'être arrogantes dans le traitement des difficultés monétaires et financières de leurs « généreux » créanciers.

b) LA BRI FUT D'EMBLEE UNE ASSOCIATION MALSAIN.

Montagu NORMAN, co-fondateur de la BRI, « ajoutait les Français à sa liste de brebis galeuses à côté des juifs, des experts-comptables et des Écossais ! » (WIKIPEDIA).

Il fut le fossoyeur de la livre-sterling en prônant le retour de la « convertibilité-or » en vigueur avant la guerre 1914 – 1918.

C'est aussi lui qui permit le **transfert de l'or tchèque** (pays envahi le 15 mars 1939) à l'Allemagne nazie. **Hjalmar SCHACHT**, l'autre co-fondateur et très grand ami de NORMAN, devint le ministre de l'Economie de Hitler (1934 – 1937). Il fut l'organisateur des pillages de la Belgique durant la guerre de 1914-1918 et fut le promoteur de la doctrine mercantiliste, toujours en vigueur en Allemagne : il faut toujours afficher des balances commerciales plantureuses au détriment des voisins et partenaires les plus pacifiques.

Walther FUNK (1860 – 1960) fut le premier directeur général de la BRI.

Il était très lié au régime nazi, en occupant les postes sulfureux de secrétaire du ministère de « *L'Education du Peuple et de la Propagande* » sous les ordres de GOEBELS.

Il devint Président de la REICHBANK (ancêtre de la BUNDESBANK) et Ministre de l'Economie du Reich (1938 –

1945). Il fut jugé « *coupable de crime contre la paix, crime de guerre et crime contre l'humanité, notamment pour avoir accepté dans les coffres de la Reichsbank l'or extorqué par les SS aux déportés, il fut condamné à l'emprisonnement à perpétuité lors du procès de Nuremberg. Il fut libéré de la prison de Spandau pour raisons de santé en 1957* ».

c) UN SYNDICAT DE BANQUIERS

La BRI remplit avec succès sa première mission, celle de « sauver les banques en toute circonstance ». C'est le début du Néo-Libéralisme : les banquiers peuvent prendre tous les risques en toute impunité puisque les gouvernements des Etats les renflouent systématiquement pour effacer leurs pertes.

Et donc, pour toujours « gagner plus », les banquiers ont revendiqué de plus en plus en plus de libertés au point de reléguer « Le Trésor » au second plan dans tous les ministères des finances.

Désormais, les banques centrales nationales et bien sûr la BCE sont gérées par des hauts fonctionnaires ayant obtenu l'agrément de la BRI pour prendre les commandes des finances publiques et pour imposer toutes leurs conditions au Conseil Européen via « les réunions informelles » de l'Eurogroupe, au sein desquelles trône la BCE.

Page 5 sur 20

Le Bilan de l'Euro 1998 – 2021 (et celui de la BRI)...

d) LES PERSONNAGES-CLES DE LA BRI DES ANNEES 1975 - 2023

Baron Alexandre LAMFALUSSY, né Lámfalussy Sándor (Hongrie) en 1929, a obtenu la nationalité Belge en 1962 avant de devenir banquier belge (Banque de Bruxelles), puis directeur général chez CNP-Assurances et FORTIS (la mal nommée). Il fut nommé professeur à l'UCL (Louvain) après avoir fréquenté toutes les grandes universités néo-libérales du monde anglo-saxon (Oxford, Yale).

En 1976, il rejoint la BRI dont il devient le Directeur Général de 1985 à 1993.

C'est lui qui, le premier, s'infiltré dans le **Comité DELORS (1998 – 1989)** pour imposer la monnaie unique et son Traité de Maastricht (1992).

Pour bien appliquer les recommandations néo-libérales, il crée **l'Institut Monétaire Européen** (1994) et en prend la direction entre le 1/1/1994 et le 30/06/1997.

« *En 2000-2001, il dirige le Comité des "Wise Men" européens chargé d'élaborer de nouvelles règles de régulation des marchés européens des valeurs mobilières afin de les rendre plus flexibles, efficaces et transparents* ». (WIKIPEDIA) La Finance Européenne est désormais « libre » ; par contre, elle se heurte encore à l'orthodoxie allemande qui refuse les déficits et les dettes publiques.

Ce verrou allemand a « sauté » avec Jens WIEDMANN.

Jens WIEDMANN fut écarté de la Direction Générale de la BRI par Angela MERCKEL qui le nomma au poste de gouverneur de la Bundesbank pendant près de onze ans (2011 – 2021).

Il en devint toutefois le Président du Conseil d'Administration entre novembre 2015 et janvier 2022. Il a beaucoup critiqué la France pour ses dépenses publiques « trop importantes » et lui a recommandé d'adopter des réformes économiques sur « **le modèle de l'Allemagne** » dont nous allons évaluer la douteuse efficacité. C'est lui, avec Wolfgang SCHÄUBLE, qui a condamné fermement la Grèce aux pires supplices en l'endettant « à perpétuité » au lieu de « faire payer » les assureurs et banquiers non-grecs qui avaient profité des différentiels de taux favorables (mais risqués) en achetant des bons d'état grecs.

Mieux, il n'a jamais condamné la nomination de Loukàs PAPADEMOS au poste de vice-président de la BCE (sous TRICHET, 2002 – 2010). Or, c'est bien L. PAPADEMOS qui avait occupé les fonctions de vice-gouverneur et de gouverneur de la Banque Nationale de Grèce en adoptant les politiques monétaires qui ont conduit à la faillite de l'Etat grec.

J. WIEDMANN a finalement donné sa démission de la Bundesbank à fin 2021, sur fond de désaccords quant à la politique monétaire européenne, mais il oublie qu'il a été l'un des fossoyeurs des finances publiques des pays européens en « sauvant » les banques, y compris la Commerzbank et l'Hypo Real Estate. Or, justement, ces deux banques étaient en faillite à la suite de « la crise des subprime (loans) », nommée de cette façon pour éviter la remise en cause des politiques « dovish » (« accommodante ») de la BCE.

François VILLEROY de GALHAU, son successeur au poste de Président du Conseil d'Administration de la BRI, est né le 24 février 1959 à Strasbourg. Il fait partie de ces gens qui calculent la goutte de sang qui les relie à des personnages de la haute bourgeoisie et de la haute aristocratie, vieilles de plus de trois à quatre siècles. Haut fonctionnaire français, il a obtenu son ascension au Trésor grâce au Parti Socialiste (MAUROY, BEREGOVY, JOSPIN, STRAUSS-KHAN) avant de devenir directeur général délégué de BNP Paribas de 2011 à 2015. Il est gouverneur de la Banque de France depuis le 1^{er} novembre 2015.

Il est bien sûr aux postes avancés de la BRI et de la BCE pour toutes les avancées néo-libérales : « *Contrôle prudentiel et de résolution* », « *Stabilité Financière* », « *Sécurité des moyens de paiements* » (sur les marchés financiers

internationaux, pour lequel le fameux e-euro est « un objectif de sécurité », ...

Augustin CARSTEN, Mexicain, occupe le poste de Directeur Général de la BRI depuis novembre 2017. Il a suivi ses études secondaires à l'école allemande Alexander von Humboldt de Mexico (Deutsche Schule Mexiko Stadt), avant d'être diplômé de l'Université ultra-libérale de Chicago et devenir gouverneur de la Banque Centrale du Mexique. Lui aussi, il a « navigué » dans toutes les administrations et commissions internationales. En effet, Augustin CARSTEN dirige la BRI après avoir rempli un nombre incalculable de missions aux postes avancés du néo-libéralisme, au sein de la Banque Mondiale, du FMI et de la BRI. Il visait la direction du FMI et fut battu par Christine LAGARDE en 2011 qui, pour la petite histoire, n'avait aucune expérience dans la banque ; elle avait par contre été reconnue comme « une personne compétente » après son passage dans l'équipe sulfureuse de Nicolas SARKOZY. En octobre 2008, le président français (2007 – 2012) avait prétendu mettre en place un plan de sauvetage des banques françaises dans le but de « ne pas avoir à faire supporter aux Français le coût exorbitant qu'aurait une défaillance de tout le système bancaire ». En 2023, nous savons juste que les Aides Etatiques Approuvées (425,3 Md€) ont finalement coûté 587,4 Md€ aux Français (Aides Etatiques Utilisées). De plus, il suffisait de nationaliser les banques et les groupes d'assurance concernés pour sauver le système financier français (pas seulement les banques) et pour sauver les finances de l'Etat français. En effet, les cours des actions étaient si bas que l'Etat pouvait augmenter ses actifs financiers en achetant ces monstres financiers à très bas prix. Christine LAGARDE était sur le pont pour aider les patrons de la Finance à éviter les condamnations pour leur gestion hasardeuse : merci, Christine ! Un bel avenir l'attendait.

Page 6 sur 20

Le Bilan de l'Euro 1998 – 2021 (et celui de la BRI)...

II. METHODES HABITUELLES POUR « FAIRE UN BILAN ».

A. PREMIERE METHODE : LA CROISSANCE DU PNB

a) CROISSANCE EN %

C'est la méthode habituelle qui est utilisée par les instances officielles pour faire ses annonces à la presse : elles commentent les pourcentages de variation des statistiques officielles ou ceux des indices.

Voici le type de commentaires que l'INSEE (France) transmet aux médias qui s'empressent de diffuser « l'information »:

« Le PNB ralentit au quatrième trimestre 2022 (+0,1 % après +0,2 %). En moyenne en 2022, il augmente de 2,6 % ».

Comptes nationaux trimestriels - première estimation - quatrième trimestre 2022.

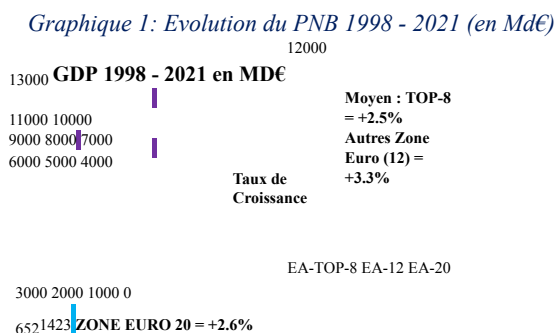
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6795343>

C'est merveilleux, la France est vraiment en bonne santé !

Or, il suffit de reprendre l'historique des PNB en valeur courante pour « voir » que cette croissance s'inscrit dans un contexte plus large : par rapport au COVID 2020, puis par rapport à la guerre en Ukraine, puis par rapport à l'explosion de l'inflation.

b) CROISSANCE EN VALEURS COURANTES

Il est rare de trouver les valeurs courantes des PNB sur une longue période et, donc, profitons de l'aubaine en regardant le graphique suivant. Les huit pays les plus riches sur le plan financier sont : Belgique, Allemagne, Irlande, Espagne, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas. Après 23 ans de vie commune, ils représentent toujours près de 89% de la richesse créée par l'U.E.



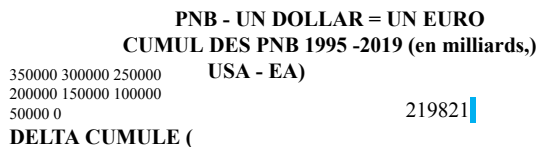
De plus leur croissance (inflation comprise) a été faible (+2.5%).

c) PNB EN VALEURS COURANTES UE - ETATS-UNIS 1995 - 2019

Dans le livre « Dollar et Euro : Comment la Finance a tué nos démocraties... », nous avons fait la comparaison avec les Etats-Unis. <https://www.alter-europa.com/fr/livres-collection/>

Cette comparaison a été faite pour la période 1995 – 2019 pour tenir compte du Traité de Maastricht qui avait conduit à la création de l'IME en 1994, et donc à « l'harmonisation des politiques économiques et monétaires ». Pour établir cette comparaison, nous avons simplement repris les chiffres américains en dollars et les chiffres européens en euros : autrement dit, nous ne voulions introduire aucun ajustement des cours de change. Le moins que l'on puisse dire, c'est

que ce graphique, basé sur **UN dollar = UN euro** tout au long de la période, traduit bien **la gestion désastreuse de l'euro**. Le graphique 2 prouve à souhait que nos banquiers ont pillé l'Europe et l'ont condamnée à la marginalisation au sein de l'Economie Mondiale (graphique 25 dans le livre). *Graphique 2: PNB Cumulés 1995 - 2019 : Comparaison Zone Euro avec les Etats-Unis*



DELTA CUMULE (USA - UE19) EA-19 USA

Les Etats-Unis ont engrangé des PNB (cumulés) de 348,5 trillions de dollars contre 219,8 trillions d'euros pour la Zone Euro, soit +58% de plus (+128.685 Md\$ ou +128.685 Md€).

Le Bilan de l'Euro 1998 – 2021 (et celui de la BRI)...

B. DEUXIEME METHODE : LES PNB DEFLATES

a) CALCUL DE L'INFLATION PAR LA BCE

Dans le livre cité, nous avons dénoncé les méthodes utilisées par la BCE pour nous faire croire qu'elle maîtrise l'inflation. **C'est de la vaste fumisterie pour trois raisons.**

1) Il est impossible de suivre l'évolution des prix de plusieurs milliers de produits et de services dans autant de pays (Europe) ou Etats (Etats-Unis).

C'est vrai pour l'Union Européenne, et c'est vrai aussi pour les Etats-Unis, car les populations vivent de façon très différente du Nord au Sud, d'Est en Ouest, dans les grandes agglomérations, dans les petites villes intérieures, en montagne et dans les campagnes les plus reculées. En plus, les fabricants de produits alimentaires n'hésitent pas à changer régulièrement le "packaging" et le poids de leurs produits : le suivi des prix est donc impossible... mais pas pour les fonctionnaires concernés (voir le livre).

Or, la BCE publie son IPCH de Consommation (Indice de Prix Consommation Harmonisé) dans la première moitié du mois suivant.

Question : est-ce un exploit ou une tromperie aggravée ?

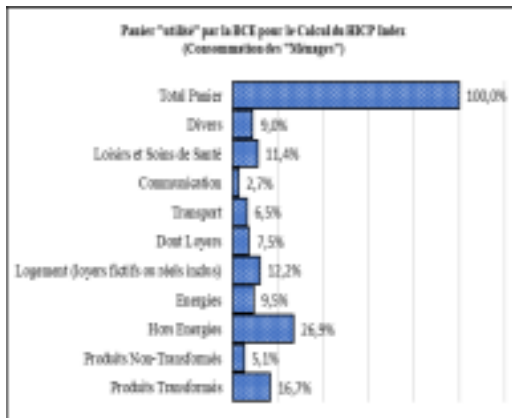
Ne pesons pas nos mots : cet indice sert de référence à des centaines de nos contrats et de nos revenus, notamment pour les revalorisation de nos cotisations diverses et de nos retraites ; la manipulation peut donc être qualifiée de « vérifiable » et de « tromperie aggravée ».

2) Pour suivre l'inflation, il faut définir un panier : celui de la BCE, représenté par la Graphique 2, classe nos dépenses (supposées) en pourcentages, le total représentant 100%.

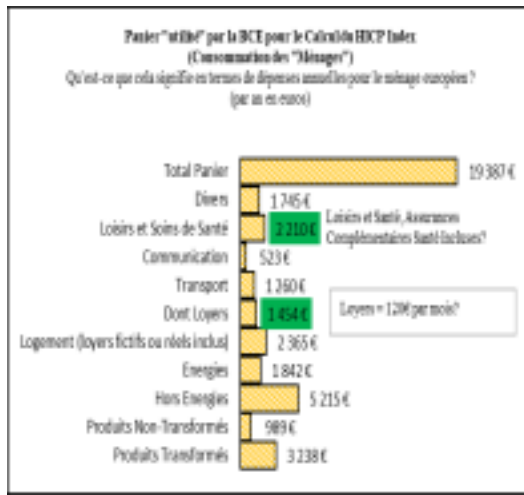
La plupart de nos lecteurs n'y consacreront guère de temps parce qu'ils n'ont jamais réfléchi à un classement de ce genre de leurs propres dépenses.

Pour qu'ils comprennent bien l'importance de cette sélection de Biens et Services, nous avons appliqué ces pourcentages au Revenu Disponible Médian des Français de la Métropole en 2019 qui était de 19.387€. Pour bien comprendre le danger de la médiane (50% gagnent moins, et 50% gagnent plus que la somme indiquée), il faut savoir que 10% de cette population gagne 11.910€ et 10% gagnent 39.920€.

Graphique 3: Panier des Biens et Services, base de calcul de l'IPCH de la BCE



Graphique 4: Traduction en Euros pour le Revenu Disponible Médian France 2019



ALTER-EUROPA
Pour une Autre Europe
Et (bien sûr) pour un Autre Euro
 Courriel : contact@alter-europa.com

Et donc imaginez ce que peut donner le panier du consommateur de la BCE pour un revenu de 11.910€ en sachant que, dans le Graphique 3, la répartition des dépenses est déjà ubuesque.

Selon la BCE, « les ménages privilégiés » (revenu médian) ne dépensent que 120€ par mois en loyer (1.454 € par an) et 197€ par mois (2.365€ par an) s'ils sont propriétaires (assurances, taxes, frais financiers d'emprunt, entretien). Ils ont même un poste « loisirs et soins de santé » de 194€ par mois (2.210€ par an) qui permet de se poser la question des loisirs (vacances comprises) sachant que les assurances complémentaires santé ne cessent d'augmenter. Il est inutile de poursuivre les fondements du « bonheur » des Français de dépenser si peu en énergies et en produits transformés (achats en magasins).

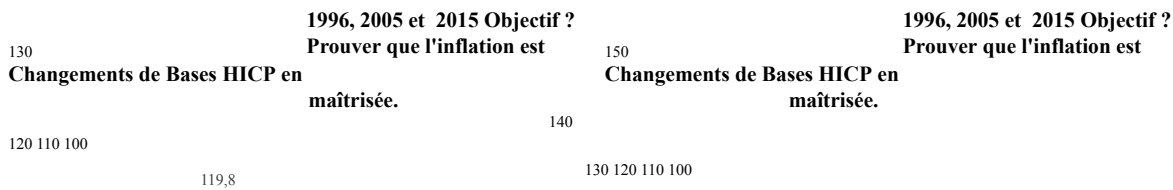
C'est écœurant.

Tous les journalistes relaient pourtant les « informations » de la BCE sur sa « maîtrise de l'inflation » : aucun n'a jamais eu l'idée à décortiquer cet indice.

3) La BCE change de base pratiquement tous les dix ans mais personne dans les médias ne s'en est aperçu. Le panier reste identique : la BCE remet juste les compteurs à zéro, ce qui soutient le message officiel : « la BCE fait un travail admirable ! ».

Relisez les commentaires des médias, c'est exactement ce qu'ils nous ont dit depuis plus de vingt-cinq ans.

Graphique 5: Changements de base (compteurs à zéro) Graphique 6: La Maîtrise de l'Inflation est "admirable"



b) TROMPERIE EVIDENTE : CONFIRMATION PAR EUROSTAT.

Base 1996 (Continued)

Base 1996=100 Base 2005=100 Base 2015=100

Pour nous convaincre de cette escroquerie, il nous suffit de consulter le site EUROSTAT. L'inflation moyenne en Zone Euro n'a pas été de 1,67% comme le prétend la BCE mais de 6,2% depuis les premières publications de l'Institut Monétaire Européen (1994).

Graphique 7: Zone Euro - Inflation Moyenne 1996 - 2020 selon EUROSTAT

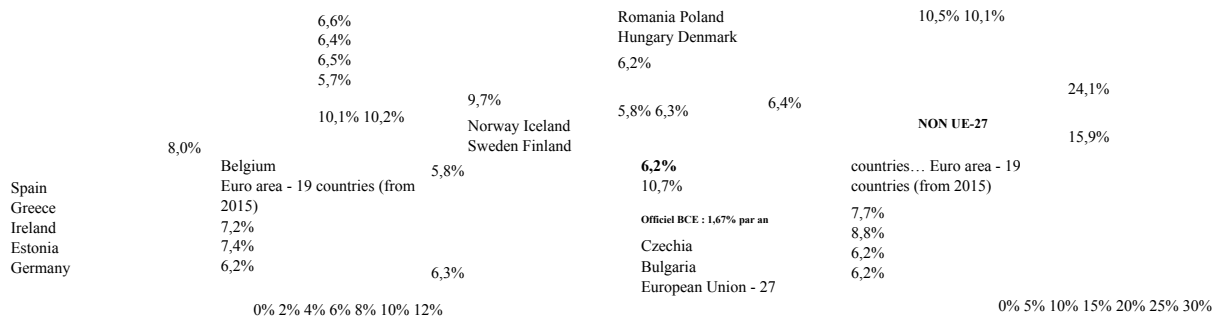
Graphique 8: NON-EURO - Inflation Moyenne 1996 - 2020 selon EUROSTAT

Zone Euro-20 EUROSTAT
Inflation Annuelle Moyenne 1996 - 2020

| | | | |
|----------|----------------------|---------|------|
| Finland | Portugal | Latvia | 6,3% |
| Slovakia | Austria | Cyprus | 6,7% |
| Slovenia | Netherlands Malta | Italy | 6,4% |
| | Luxembourg Lithuania | Croatia | 6,5% |
| | | France | |

NON-EURO EUROSTAT
Inflation Annuelle Moyenne 1996 - 2020

| |
|------|
| 7,5% |
| 6,3% |

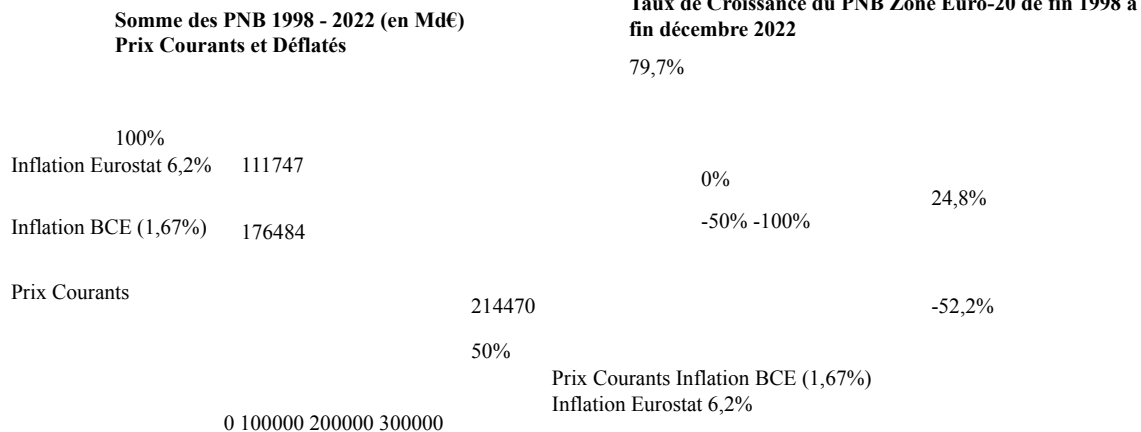


ALTER-EUROPA
Pour une Autre Europe
Et (bien sûr) pour un Autre Euro
 Courriel : contact@alter-europa.com

c) RESULTATS DES PNB DEFLATES 1998 – 2022 : BCE ET EUROSTAT

La somme des PNB « déflatés » est bien sûr très fortement impactée par le taux d’inflation retenu.
 En version EUROSTAT, la somme des PNB déflatés représente 51,8% des PNB en valeur courante.
 En version BCE, la sommes des PNB déflatés en représente 81,8%.

Graphique 9: Somme des PNB 1998 - 2022 (en Md€) Graphique 10: Taux de Croissance PNB - Delta 2022/1998
Taux de Croissance du PNB Zone Euro-20 de fin 1998 à fin décembre 2022



Pour obtenir le graphique 9, nous avons simplement « actualisé » tous les flux de PNB 1998 – 2022, aux différents taux : 0% pour PNB à prix courants ; 1,67% pour les PNB Déflatés au taux d’inflation officiel HICP de la BCE (la soupe de l’Indice des Prix à la Consommation Harmonisé) ; 6.2% pour les PNB Déflatés au taux d’inflation officiel d’EUROSTAT.

La somme des ces flux, « déflatés » ou « non déflatés », nous donne ce Graphique 9.
 Nous tous, les Européens de la Zone Euro, nous avons été spoliés de plus de 100.000 milliards d’euros (214.470 - 111.747) par ces « politiques conventionnelles et non conventionnelles » de la BCE qui a obtenu le monopole de la création et de la répartition de « notre monnaie ».
 Elle a obtenu le privilège d’agir « en toute indépendance », loin des peuples et de leurs représentants qui n’ont même pas le droit de poser des questions.
 Pour y rajouter un peu plus de perversité, la BRI a obtenu de plus en plus de libertés pour faire circuler cette « monnaie presse-bouton » à la vitesse de l’éclair, partout dans le monde, grâce à ses systèmes de paiement « en gros ».

Dans ce registre de l'Hybris (la Démesure),
plus les puissants obtiennent de droits, plus ils en veulent.
L'euro-crypto sera le point d'orgue de ce système des nouvelles libertés, voulu par l'Union Bancaire (TOP-50) et couvert par les garanties de l'Union Européenne.
Peu importe le but de ces « libertés de circulation » puisque la Commission considère que tous les paradis fiscaux sont « légèrement gris »...
Donc, tous les coups seront permis.
Les transferts internationaux seront anonymes,
ils seront de plus en plus libres d'aller se blanchir ici ou là,
et ils seront mis « sous clé » (numérique)
dans des blocs incomplets,
eux-mêmes rendus hermétiques grâce à des clés numériques.

ALTER-EUROPA
Pour une Autre Europe
Et (bien sûr) pour un Autre Euro
Courriel : contact@alter-europa.com

C. TROISIEME METHODE : PNB VERSUS MASSE MONETAIRE M3

a) EXPLOSION DE LA MASSE MONETAIRE

Une autre méthode peut être utilisée pour mesurer la création nette de richesse : il faut pour cela imaginer la vente d'un grand cru (désolé, nous sommes en France).

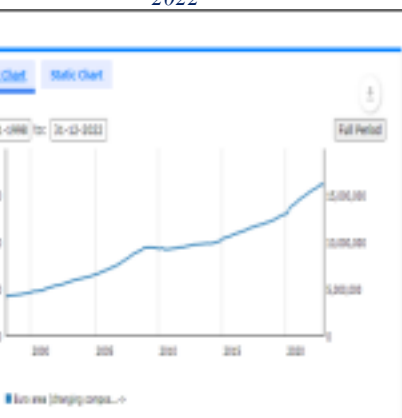
Tous les domaines réputés « élèvent » leurs vins pour les porter au summum de leur qualité (et de leur valeur marchande) : en partant d'une quantité de raisins intégrée dans le coût de la bouteille à prix de revient, ils créent de la richesse nette en faisant vieillir leurs grands crus. Ils doivent bien sûr déduire de leurs prix de vente leurs coûts de main d'œuvre et de financement ainsi que leurs pertes en volumes (« la part des anges ») liés à la bonification du vin.

Par contre, s'ils rajoutaient de l'eau à leurs précieux crus, tout le monde comprendrait facilement que, bien sûr, ils vendraient plus de bouteilles mais la qualité ne serait plus au rendez-vous. Très rapidement, leur réputation serait mise en cause, et ils seraient conduits à la faillite s'ils continuaient cette pratique désastreuse.

Curieusement, nous aussi, nous sommes au bord de la faillite parce que nos PNB sont toujours calculés en valeur courante avec « toujours plus d'eau dans les bouteilles » : c'est d'ailleurs par le terme de « liquidités » que nous désignons communément la masse monétaire M3.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que nous sommes « sous l'eau » depuis les années 1980.

Graphique 11: M3 - Zone Euro - Décembre 1998 - Décembre 2022



M3 en Zone Euro (reconstituée)
Fin 1998 = 4.244 Md€
Fin 2022 = 16.195 Md€
⇒ ΔM3 = +280%

Graphique 12: Agrégat M3 (stock) – le système est ultra inflationniste depuis 1980



M3 en Zone Euro (reconstituée)
1980 = 1.097 Md€
2022 = 16.195 Md€
⇒ ΔM3 = +13763%

b) CREATION NETTE DE RICHESSE EN ZONE EURO 1998 - 2022

Par analogie, nous avons « fabriqué » beaucoup de vin mais il est de très mauvaise qualité. Autrement dit, toute cette « production » terminera en vinaigre.

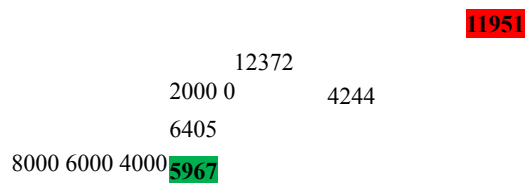
Graphique 13: Création Nette de Richesse (Méthode M3) en Md€

Création Nette de Richesse en Zone Euro (en Md€)

| | | | | | |
|-------|-------|-------|-------|-------|----------------------------|
| 18000 | 16000 | 14000 | 12000 | 10000 | CREATION NETTE DE RICHESSE |
| | | | | | 1998 - 2022 |

= +5.967 - 11.951 = -5.984
Md€

16195



PNB 1998 PNB 2022 Delta PNB M3 1998 M3 2022 Delta M3

Plus le temps passe, plus la situation se dégrade : le PNB a augmenté deux fois moins vite que « les liquidités ».

Page 11 sur 20

ALTER-EUROPA
Pour une Autre Europe
Et (bien sûr) pour un Autre Euro
Courriel : contact@alter-europa.com

c) POURQUOI DONC AUTANT DE LIQUIDITES ?

Les Banques Centrales ont « le pouvoir du robinet » : elles créent de la monnaie presse-bouton à tour de bras, et elles la répartissent entre les « gens de bonne compagnie » qui leur permettent de s'approprier encore plus de richesses. En parallèle, les Sociétés d'Assurance et leurs Fonds de Pension obtiennent tout un tas de passe-droits fiscaux et sociaux pour concentrer de plus en plus d'argent à long terme entre leurs mains (assurances-vie et retraites complémentaires).

En clair, les liquidités surabondantes proviennent à la fois des « politiques conventionnelles et non conventionnelles » de la BCE mais également des comptes bancaires plantureux détenus par des entreprises financières et non financières échappant aux impôts et taxes.

Ces dérives fiscales, encouragées par la liberté de circulation des liquidités, alimentent bien sûr les inégalités sociales ; elle détériorent aussi les finances publiques ; elles alimentent la concurrence internationale des taux d'intérêt et des taux de change par l'intermédiaire des marchés OTC dont nous pouvons résumer l'existence en : « *Plus une monnaie est abondante, plus elle déborde* ».

En d'autres termes, « *la concentration de la monnaie détruit la monnaie* » qui finit par ne plus remplir correctement les cinq fonctions que l'on attend d'elle :

- **La fonction de numération** n'est plus exercée correctement puisque les biens et services fluctuent en fonction des spéculations (plusieurs formes). L'unité de compte (un euro) n'est qu'un lointain souvenir pour les spéculateurs qui raisonnent désormais en trillions (mille milliards) ; elle devient inaccessible pour les plus pauvres (qui manquent d'emplois et de revenus décents).
- **La fonction de transaction** est minée par l'inflation ouverte et cachée (les pratiques des multinationales alimentaires ou pas).
- **La fonction de réserve** est minée elle-aussi par cette même inflation ; nos retraites et nos assurances-vie fondent comme neige au soleil (sauf pour la Haute Finance).
- **La fonction de crédit** est réservée aux gens de bonne compagnie : trop chère pour les uns, trop abondante pour les autres ; trop souvent mise à mal par les politiques monétaires des banques centrales « Stop and Go »;
- **La fonction de capital** est phagocytée par la Haute Finance : le marché des actions et le marché des obligations sont sous leur domination, juste pour eux.

La suite logique est connue : la Société ne progresse plus, elle régresse.

d) POURQUOI LES PNB « REELS » NE PROGRESSED PLUS ?

Avec tout cet argent, ces deux acteurs « tuent » notre système de création de richesse qui dépend uniquement de deux patrimoines : le patrimoine humain et le patrimoine organisationnel.

Ils ont acquis toutes les libertés :

- Ils peuvent déplacer « nos » économies partout dans le monde pour spéculer sur tout ce qui bouge ;
- Quand ils gagnent, ils mettent cet argent bien à l'abri dans des « véhicules financiers » de plus en plus obscurs qui leur permettent bien sûr de payer de moins en moins d'impôts et taxes.
 - ces structures deviennent si opaques qu'ils ne se contentent plus de nous voler les rendements de ces « investissements » ; ils nous volent même nos économies.
- Quand ils perdent, l'Eurogroupe (qui domine le Conseil Européen) leur permet d'effacer des pertes immenses (enregistrées par leurs « véhicules financiers » localisés dans les paradis les plus obscurs) ; cette instance leur permet donc de basculer leurs pertes dans nos dépenses publiques nationales, et bientôt dans nos dépenses européennes.
 - nos Dettes Publiques explosent.
- Ils ont repris « la plus vieille recette du monde » depuis que « la monnaie » existe : la Haute Finance crée de plus en plus de « fausse monnaie » et exigent des garanties bancaires pour créer une « nouvelle monnaie » : l'e-euro. e)

CONSEQUENCES

En clair, nos bancassureurs « tuent » nos hommes, nos femmes et nos enfants. Et ils « tuent » tous les fondements humanistes de notre Société :

- ✓ **Le culte de la différence** qui permet à chacune et chacun d'exprimer ses talents et ses motivations dans la dignité de sa personne et de sa famille ;
- ✓ **Le progrès individuel** (capital humain) qui est réalisé par l'éducation, l'enseignement, des formations régulières et bien sûr des emplois de qualité ;
- ✓ **Le progrès collectif** (capital organisationnel), réalisé par des systèmes d'information décentralisés et des recherches constantes d'amélioration des conditions de travail.

Nous avons donné les clés de notre avenir à des Barbares.

Page 12 sur 20

ALTER-EUROPA
Pour une Autre Europe
Et (bien sûr) pour un Autre Euro
Courriel : contact@alter-europa.com

III. NOTRE METHODE : LE BON SENS.

A. PATRIMOINE FINANCIER NET ET REVENUS NETS

Les gens de bon sens savent que, s'ils augmentent leur consommation en s'endettant toujours plus, ils finiront par détruire leur patrimoine existant.

a) EXEMPLE.

- 1) Mr et Mme X possèdent une maison évaluée à 300.000 euros.
- 2) En réalité, cette maison ne leur appartient pas à 100% car il leur reste 150.000 euros à rembourser sur l'emprunt immobilier contracté auprès de leur banque : leur vrai patrimoine est donc de 150.000 euros.
- 3) Mr X et Mme ont des revenus de 25.000 euros nets par an (soit près de 40.000 euros bruts).
- 4) Autrement dit, leur dette (150.000 euros) représente SIX années de leur revenu net (25.000 euros).
- 5) Par contre, leurs remboursements annuels se chiffrent à 8.000 euros, ce qui crée un enrichissement naturel puisque le loyer correspondant est estimé à 12.000 euros par an.

b) LES RISQUES SONT ENORMES.

En clair, Monsieur et Mme X disposent donc d'un revenu net annuel de 17.000 euros par an (25.000 – 8.000). Avec l'inflation galopante, non seulement ils n'arrivent plus à « boucler les fins de mois » (1.416€ par mois) mais en plus ils risquent de perdre leur emploi.

En contrepartie, leur maison prend (provisoirement) de la valeur : elle vaut désormais 320.000 euros.

Nous avons tous les ingrédients de « la crise des subprime ».

- Soit Mr et Mme X revendent leur maison et remboursent leur prêt : c'est la solution la plus sage dans l'immédiat même si leur capital restant est condamné à subir l'érosion pour les raisons énoncées (inflation, perte d'emploi, perte de revenus).
- Soit il obtiennent des crédits de consommation (très chers) en tablant sur une valeur de revente à 400.000 euros.

Entre-temps, « la crise » touche de plus en plus de monde.

Les « propriétaires » sont pris dans le piège de toute façon.

Ils se retrouveront plus pauvres au fil du temps.

Leurs banquiers n'auront aucun scrupule à faire vendre leur maison pour se rembourser, et la Justice n'hésitera pas longtemps avant de les mettre à la rue même s'ils n'ont aucune solution de remplacement.

Dans le cas de Mr et Mme X, la création de richesse était insuffisante et risquée au point qu'ils ont été rattrapés par cet effet de tenaille des revenus nets en baisse et des remboursements de dettes en hausse (plus de crédits à des taux plus élevés).

Cette « règle de la dette » est bien sûr valable pour les Etats.

c) LE RAISONNEMENT MARGINAL

La Création Nette de Richesse : notre botte secrète.

Elle consiste à calculer pour chaque année le **DELTA PNB** et le **DELTA DETTE PUBLIQUE**. Que ce soit pour des individus ou des Etats, l'endettement doit permettre de dégager des créations de richesse nationale ce qui n'est pas toujours le cas.

Pour les lecteurs les plus avertis, le PNB augmente en fonction de :

- La Consommation (Publique et Privée),
- Les Investissements (Publics et Privés)
- et l'évolution de la Balance Commerciale (positive).

Or, la stratégie de l'Union Européenne est typiquement basée sur l'ouverture des frontières - sans taxes - pour tous les Biens et Services. Dans cette logique libérale ⁽³⁾, la BCE privilégie une monnaie forte pour minimiser les coûts des énergies, des matières premières, des produits semi-ouvrés et de plus en plus des produits transformés. Autrement dit, les Investissements industriels sur le sol européen sont le parent pauvre de cette stratégie libérale qui entretient le mythe de la croissance en encourageant les importations provenant de pays à bas salaires. C'est ce phénomène de la « **déflation importée** » qui permet de « soutenir la consommation » car, sans augmentation des salaires et des retraites, les citoyens ne pourraient pas acheter les Biens et Services produits entièrement sur le sol européen. En parallèle, ils achèteront des produits de qualité discutable dans les magasins Hard Discount.

³ A ne pas confondre avec la doctrine néo-libérale qui offre toutes les libertés à la Haute Finance.

ALTER-EUROPA

Pour une Autre Europe

Et (bien sûr) pour un Autre Euro

Courriel : contact@alter-europa.com

Même les investissements en Recherche et Développement sont négligés au point que pratiquement tout notre secteur des services disparaît : la domination américaine dans tous ces domaines est devenue insupportable sur le plan culturel et sur le plan des libertés. En effet, l'Amérique invente chaque jour un peu plus de nouveaux outils pour nous espionner et nous dominer. Même nos services informatiques et nos services commerciaux sont de plus en plus sous-traités en Inde, au Maroc et autres pays sous dictature.

Cette politique se termine toujours par des déficits commerciaux colossaux : c'est le cas pour la plupart des pays européens. Même l'Allemagne subira le même sort. En clair, la logique néo-libérale est un cercle vicieux : si les financiers et les multinationales peuvent gagner de l'argent facilement en utilisant nos économies pour spéculer contre nous, le beau château de cartes finit par s'écrouler.

Car la règle est claire : la richesse nationale dépend du patrimoine individuel et collectif des citoyens, de leurs entreprises locales et de leurs Etats.

B. APPAUVRISSEMENT DE LA ZONE EURO

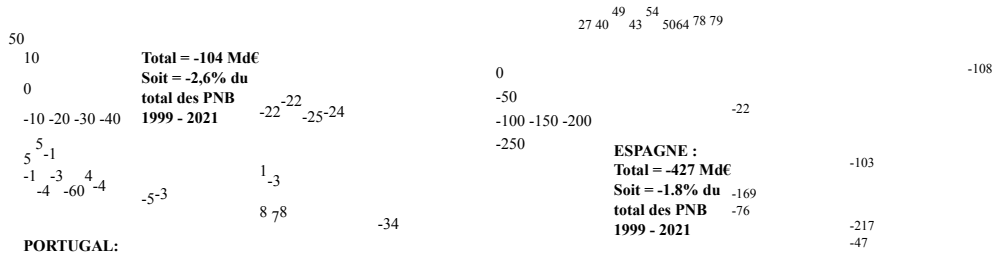
a) VUE D'ENSEMBLE

Ce premier graphique nous prouve que « nous avons travaillé pour moins que rien », tous ensemble au sein de la Zone Euro. Depuis 1998, la Finance a détruit tout ce que nous avons créé, et elle nous a même appauvris de -275 milliards d'euros.

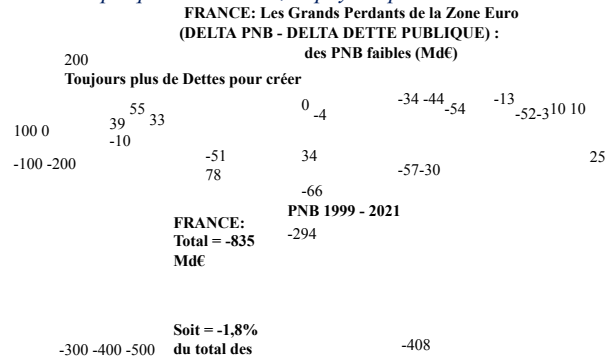
C'est scandaleux.

Graphique 14 : Création Nette de Richesse en Zone Euro de 1999 à 2020 (en Md€)

ZONE EURO - 20
(DELTA PNB - DELTA DETTE PUBLIQUE) :
Toujours plus de Dettes pour créer des PNB faibles (Md€)



Graphique 27: France, le pays le plus riche N°1 de l'UE-27



d) ENTREE DE LA CROATIE EN 2022 : BIENVENUE AU « PARADIS DE L'EURO »

En juin de chaque année, la BCE publie un « **Rapport sur la Convergence** » qui martèle toutes les conditions de soumission des pays-membres aux diktats de leur Traité de Maastricht : c'est écœurant.

Elle évalue aussi les étapes d'avancement des législations des candidats dans les domaines de l'inflation (suivant leurs critères), du déficit et de la dette publique, des cours de change (MCE I avant l'étape MCE II), des taux d'intérêt à long terme, des « *vastes réformes structurelles* » visant à « *améliorer la concurrence, réduire les inadéquations sur le marché du travail, à renforcer l'efficacité de l'administration publique et du système judiciaire* ».

Et petite piqûre de rappel :

« *La législation doit respecter l'intégralité des exigences requises en matière d'indépendance de la banque centrale* » (Article 131 du TFUE).

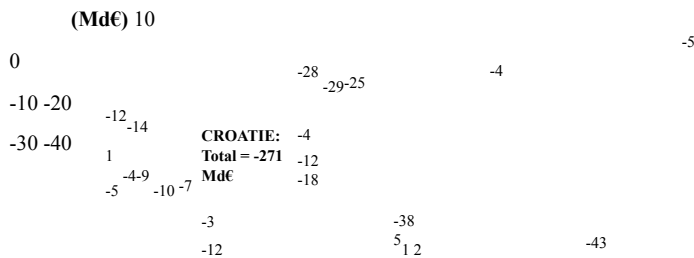
Toutes ces conditions réunies ont conduit à une cure d'austérité constante qui a appauvri la Croatie de -27,5% de ses PNB 1999 – 2021.

En effet, au lieu de prévoir un plan d'investissement industriel, avec un renforcement du capital humain (études, formations, insertion), la Haute Finance Européenne a appliqué ses recettes néo-libérales les plus absolues par le biais d'un cours de change surévalué pendant plus de vingt ans : 7,22 Kuna < Euro < 7,63 Kuna. L'accrochage définitif a été réalisé à UN EURO = 7,5345 Kuna.

Conséquence ?
 La Croatie est entrée à genoux dans le monde merveilleux
 de cette dictature de l'obéissance et du silence.

Graphique 28: Croatie 2023 : « Bienvenue dans le Monde de l'Euro ! »

CROATIE: Le Vingtième Membre de la Zone Euro
(DELTA PNB - DELTA DETTE PUBLIQUE) :
Toujours plus de Dettes pour créer des PNB faibles



Soit = -27,5% du total des
PNB 1999 - 2021

-50

**La Croatie subira le même sort que la Grèce
d'ici moins de cinq ans.**

C. CONCLUSIONS

a) RESUME

Nous voulions « faire le bilan de l'euro ».

Avant cela, il était impératif de rappeler le poids de la Banque des Règlements Internationaux en Europe, et de plus en plus dans le monde puisque désormais 63 banques centrales font partie de ce syndicat professionnel des banques... qui se présente désormais comme une « *institution internationale* » et même « *la banque centrale des banques centrales* ». C'est faux bien sûr.

Nous avons rappelé le passé sulfureux de la BRI avant la deuxième guerre mondiale.

Comme une pieuvre, elle a multiplié ses tentacules au sein même de l'Union Européenne au point que son poisson-pilote, l'EUROGROUPE, agit au cœur même du Conseil Européen, seule institution européenne autorisée à rédiger nos lois et décrets.

Nous avons souligné que la réciproque n'est pas vraie puisque, grâce à l'article 131 de « leur » TFUE, « *la BCE est totalement indépendante des peuples et de leurs représentants* ».

Nous avons utilisé trois méthodes pour « faire ce bilan ».

Nous avons bien sûr rejeté de suite la Croissance du PNB en pourcentages : c'est de la manipulation de l'information et la BCE « adore » ces présentations.

1) Croissance du PNB en valeurs courantes.

- Il en ressort que cette croissance n'a pas été glorieuse (2,5% en moyenne sur 23 ans pour les huit pays les plus riches).
- Sur base des PNB Courants, la comparaison avec les Etats-Unis de 1995 à 2019 fait apparaître un échec évident (-58%) en 24 ans.

2) Evolution du PNB 2022 Déflaté par rapport au PNB 1998.

- La hausse a été de +24,8% avec l'inflation moyenne annuelle de 1,67% affichée par la BCE au lieu de +79,7% en valeurs courantes ;
- La baisse a été de -52,2% avec l'inflation moyenne annuelle de 6,2% calculée par EUROSTAT au lieu de +79,7% en valeurs courantes ;

Enfin, la somme des PNB 1998 – 2022 déflatés est catastrophique.

- Avec les taux d'inflation de EUROSTAT (6,2%), elle représente -50% (111.747 Md€) des PNB Courants (214.470 Md€) contre -18% avec les taux d'inflation de la BCE (176.484 Md€).

3) Pour comprendre ces évolutions en valeur, il faut croiser plusieurs agrégats et indices : c'est ce que nous avons fait en comparant l'évolution du PNB Courant 2022 par rapport au PNB Courant 1998 en déduisant la quantité de monnaie M3 introduite durant la période.

- La richesse nette créée entre ces deux années extrêmes devient négative de -5.984 Md€. Cette approche est nouvelle et nous en avons détaillé la mécanique d'un effet de tenaille : plus la M3 augmente (DELTA), moins elle crée de PNB additionnels (DELTA).

Dans l'histoire monétaire, les monnaies trafiquées étaient remplacées tous les vingt ans par de nouvelles monnaies, d'un poids inférieur ou d'un métal plus vulgaire. **Nous n'échapperons pas à cette règle puisque le projet caché de « euro-crypto » s'inscrit dans cette logique.**

En prenant cette analyse des PNB Créés et des Dettes Créées, les constats sont tout simplement inacceptables.

- **La Zone Euro-20 s'est appauvrie de -275 Md€** (soit -0,1% du PNB) entre fin 1998 et fin 2020 : les huit pays les plus riches (TOP-8) ont stagné (+19 Md€) tandis que les douze autres pays se sont appauvris (-294 Md€).
- **« Le modèle allemand » n'a pas échappé à la règle** : l'Allemagne laborieuse a travaillé pratiquement pour rien (+328 Md€, ou +0,5%).
- **La Belgique s'en tire avec +0%.**
- **Les grands gagnants sont les prédateurs : l'Irlande, les Pays-Bas et le Luxembourg.** L'Irlande est pourtant le pays le plus menacé par le camouflage de garanties étatiques colossales accordées à ses banques lors de la crise 2007 – 2019 (911,8 Md€) : le « Tigre Celtique » risque une fois de plus de tomber de son piédestal pour avoir offert aux multinationales américaines toutes les clés d'entrée en Europe à un tarif quasiment gratuit. C'est de l'inconscience.
Les Pays-Bas « jouent » sur tous les tableaux pour abriter les holdings des multinationales européennes en couvrant leurs opérations illicites, et en accueillant les retraites-chapeau de leurs dirigeants. Ils sont complices de vols et de détournements.
Le Luxembourg négocie en secret des accords avec chacun des groupes financiers et non financiers : il est lui aussi complice de vols et de détournements.
- **Les grands perdants sont les pays du Sud : France, Italie, Espagne, Grèce, Portugal.** Les trois plus grands ont fait des cadeaux fiscaux et sociaux plantureux à leurs banques et à leurs assureurs tandis que la Grèce et le Portugal ont été grugés par leurs banquiers incompetents.
- **La Croatie est le nouvel entrant : elle a payé très cher son entrée dans ce piège de l'euro protecteur.**

Elle terminera comme la Grèce dans moins de cinq ans : même les pépins du citron pressé auront disparu.

b) CE SYSTEME DES NOUVELLES LIBERTES EST FRAGILE.

Depuis les années 1975 – 1980, ce système s'est attaqué à tous nos droits fondamentaux (droit de subsistance et droit à l'existence) en nous affaiblissant un peu plus chaque année.

Il faut simplement que nos « irresponsables » politiques actuels ne se trompent pas d'ennemis :

- Quand une guerre est déclarée par un ennemi (extérieur ou intérieur), le rôle des politiques et des médias est de bien identifier l'adversaire et les armes qu'il utilise. Il n'est pas d'affaiblir un peu plus les soldats en acceptant de débattre sur « encore plus d'économies » à réaliser ici ou là.

Le champ de bataille est ailleurs : c'est bien ce que nous prouvons.

- Ils doivent s'attaquer aux causes profondes de ce mal qui nous ronge et, pour cela, ils doivent d'abord comprendre les fondements du « **nouveau système des nouvelles libertés** ».

Or, nous les entendons aboyer les uns plus fort que les autres : « *il faut s'attaquer aux superprofits* » ; « *il faut plus de justice sociale* » ; « *il faut s'attaquer aux riches* » ; « *il faut une économie verte* » ; « *il faut s'attaquer aux paradis fiscaux* » (ils oublient de s'attaquer aux « paradis sociaux ») ; « *il faut s'attaquer au capitalisme sauvage* » ; « *il faut s'attaquer aux niches fiscales* » ; « *il faut s'attaquer aux niches sociales* » ; « *il faut lutter contre les aides sociales* » ; « *il faut réduire les droits des chômeurs* » ; « *il faut lutter contre l'immigration* » ... **Désolé de ne pas dévoiler la seule stratégie qui puisse réussir en moins de cinq ans !**

Elle est pourtant simple, et « les plus avertis » comprendront.

Mais, même s'ils ont compris, ils oublieront les tours et les détours que prendra ce système pour échapper à toute réforme, et surtout pour éviter de perdre tous leurs acquis.

Il faut donc « travailler » ces points très sérieusement, pour « *atteindre l'objectif par la bande* », une pratique courante des champions de billard.

Nous restons à votre disposition, d'abord pour préparer les esprits,
puis pour préparer le plan d'attaque.

Nous n'avons pas le choix : c'est eux, ou c'est nous.

ALTER-EUROPA

Pour une Autre Europe

Et (bien sûr) pour un Autre Euro

Courriel : contact@alter-europa.com

ALTER-EUROPA

Pour une Autre Europe

Et (bien sûr) pour un Autre Euro...

IV. GRAPHIQUES

| | |
|--|----|
| Graphique 1: Evolution du PNB 1998 - 2021 (en Md€)..... | 7 |
| Graphique 2: PNB Cumulés 1995 - 2019 : Comparaison Zone Euro avec les Etats-Unis..... | 7 |
| Graphique 3: Panier des Biens et Services, base de calcul de l'IPCH de la BCE..... | 8 |
| Graphique 4: Traduction en Euros pour le Revenu Disponible | 8 |
| Graphique 5: Changements de base (compteurs à zéro) | 9 |
| Graphique 6: La Maîtrise de l'Inflation est "admirable" | 9 |
| Graphique 7: Zone Euro - Inflation Moyenne 1996 - 2020 selon EUROSTAT | 9 |
| Graphique 8: NON-EURO - Inflation Moyenne 1996 - 2020 selon EUROSTAT | 9 |
| Graphique 9: Somme des PNB 1998 - 2022 (en Md€)..... | 10 |
| Graphique 10: Taux de Croissance PNB - Delta 2022/1998 | 10 |
| Graphique 11: M3 - Zone Euro - Décembre 1998 - Décembre 2022 | 11 |
| Graphique 12: Agrégat M3 (stock) – le système est ultra-inflationniste depuis 1980 | 11 |
| Graphique 13: Création Nette de Richesse (Méthode M3) en Md€..... | 11 |
| Graphique 14 : Création Nette de Richesse en Zone Euro de 1999 à 2020 (en Md€) | 14 |
| Graphique 15: Création Nette pour les Huit pays les Plus Riches de la Zone Euro 1999 - 2020 (en Md€) | 14 |
| Graphique 16: Création Nette pour les Douze autres membres de la Zone Euro 1999 - 2020 (en Md€)..... | 14 |
| Graphique 17: Luxembourg : Appauvrir ses Voisins pour « Presque Rien » | 15 |
| Graphique 18: Irlande - Devenir le Havre Financier des USA | 15 |
| Graphique 19: Pays-Bas, un « Statut Européen » pour enrichir..... | 15 |
| Graphique 20: "Le Modèle Allemand" ? | 15 |
| Graphique 21: La Belgique (flamande) en Création Zéro | 15 |
| Graphique 22: Extrait de la VIDEO FR-02 | 16 |
| Graphique 23: Grèce, le Pays Sacrifié | 16 |
| Graphique 24: l'Italie, 3° pays le plus riche de l'UE-27 | 16 |
| Graphique 25: "Le Modèle de Résilience du Sud" ?..... | 17 |
| Graphique 26: l'Espagne, 4° pays le + riche de l'UE 27..... | 17 |
| Graphique 27: France, le pays le plus riche N°1 de l'UE-27 | 17 |
| Graphique 28: Croatie 2023 : « Bienvenue dans le Monde de l'Euro ! » | 18 |

V. ILLUSTRATIONS

| | |
|--|---|
| Illustration 1: Photo de classe 2023 de Mme LAGARDE (EUROGROUPE : ministres des finances)..... | 3 |
|--|---|

